

## **"L'impact des régimes répressifs sur l'exode massif vers les pays européens"**

Quand j'ai lu la liste des participants à ce colloque sur l'exode à cause des régimes répressifs, en tant qu'Arménien originaire de Turquie et exilé *volontaire*, je me suis senti un peu moins seul et je dirai même *privilegié*. Je reviendrai sur ces adjectifs "volontaire" et "privilegié" dans un instant.

Quand nous regardons l'histoire, ne serait-ce qu'au cours du 20<sup>e</sup> siècle, et plus particulièrement les actualités depuis quelques années, nous sommes en droit de poser la question de savoir si la terre sur laquelle nous vivons ne serait pas l'enfer d'une autre planète !

On est toujours le réprimé d'un régime. On peut toujours se bercer d'illusion ou d'utopie mais quels que soient les régimes la répression a toujours existé et existera toujours. Les goulags de Staline ne valaient pas mieux que les camps d'extermination nazis. La Grèce des colonels n'avait rien à envier aux régimes de Pinochet ou de Franco. On pourrait multiplier les exemples et l'histoire en est riche. Quant à la Turquie, la répression, depuis la fondation de la République, découle d'un nationalisme extrême, engendré par le premier dictateur du 20<sup>e</sup> siècle, Mustafa Kemal. Un nationalisme forcé qui voulait créer une nation unifiée, sous l'appellation "Türk Milleti", d'une façon coercitive, sans prendre en compte plus d'une vingtaine d'ethnies qui composaient la population héritée de l'empire ottoman et encore moins les différentes religions, musulmanes (avec ses sous familles), orthodoxe et juive. Et cette répression du régime kémaliste reste un modèle unique. Elle se base sur un nationalisme, qui de plus s'alimente depuis les années 60 par un islamisme intégriste, et se drape néanmoins dans les habits de la démocratie et de la laïcité. Ce qui ne trompe que certains euro-naïfs ou donne un alibi à quelques grands groupes industriels pour qui le mot éthique ou droit de l'homme ne pèsent pas lourd à côté des millions d'euro qui vont empocher en s'alliant avec l'Etat profond<sup>1</sup> turc.

Quand l'un de mes amis arméniens, également originaire d'Istanbul, s'est rendu récemment en Turquie, il a été invité à un dîner par nos anciens camarades d'université. Après quelques verres de raki et alors que tout se déroulait dans une ambiance chaleureuse, l'un des hôtes s'adressant à mon ami lui a demandé : "On n'est pas bien là, à manger et à boire et à discuter entre amis au bord du Bosphore ?" Finalement pourquoi tu as quitté ce pays ?" Que répondre dans ce cas ? Après quelques secondes de réflexion mon ami a répondu "Justement c'est à vous de réfléchir et de répondre pourquoi nous avons dû quitter un si beau pays où nous sommes nés et grandis".

Au début de mon intervention je me suis défini comme un exilé volontaire. En effet, quand j'ai décidé, en 1970, de quitter Istanbul pour venir m'installer à Paris personne ne m'avait vraiment obligé à le faire. Alors pourquoi avais-je pris cette décision ? Les raisons principales d'un exode sont souvent économiques ou politiques. Etait-ce pour des raisons économiques ? La réponse est non puisque financièrement ma famille avait une position plutôt confortable et j'ai dû tout abandonner pour recommencer ma vie à zéro en France. Alors était-ce pour de raisons politiques ? Pas tellement puisque appartenant à une minorité non musulmane toute activité politique nous était interdite. Les minorités arméniennes, grecques ou juives n'avaient droit qu'à des activités sportives ou culturelles. Donc n'appartenant à aucune organisation politique, je ne pouvais pas être inquiet pour mes opinions politiques.

Mais depuis mon adolescence et plus particulièrement depuis les événements de septembre 1955<sup>2</sup> où en une nuit les minorités non musulmanes d'Istanbul ont vécu l'enfer sous l'œil passif des autorités, j'avais le sentiment que ce pays ne voulait pas de moi et de mes semblables.

---

<sup>1</sup> Derin Devlet

<sup>2</sup> Voir Livre Blanc "Europe-Turquie : un enjeu décisif", Ed. Sigest, 2004

Comme c'est indiqué dans la plaquette de présentation de ce colloque, le premier exode massif de Turquie était celui des Arméniens et des Assyro-Chaldéens suite au génocide et à la déportation de 1915. Dans ce cas précis de l'exode les victimes n'avaient pas vraiment le choix.

Mon père était l'un des rescapés de ce premier génocide du vingtième siècle. Les bribes des récits horribles que j'entendais lors des réunions familiales, racontés à voix basse, me paraissaient néanmoins lointaines, d'autant plus que l'histoire officielle turque, réécrite sur l'ordre de Mustafa Kemal et que nous apprenions dans les écoles de la République ne faisait aucune mention à ces événements. Or ces pogroms et discriminations envers les non musulmans n'avaient pas cessé après la chute du régime Jeunes-turcs et l'arrivée de Kemal. Les événements de Thrace en 1934 où en une semaine plus de 8000 juifs, suite à un pogrom (qui présageait celui de Varsovie quelques années plus tard), ont été obligés de s'exiler, soit dans les Balkans, soit à Istanbul, abandonnant leurs biens ; l'impôt sur la fortune (Varlik Vergisi) de 1942 pour asphyxier les milieux d'affaires non musulmans et créer une bourgeoisie turco-musulmane et comme je disais plus haut, la "nuit de cristal" d'Istanbul de 6-7 septembre 1955 se sont tous déroulés sous le régime Républicain Kémaliste. Le putsch militaire de 1960 et les procès grotesques qui ont suivi pour juger le gouvernement de Menderes puis mes expériences à l'Université d'Istanbul, où nous entendions un discours discriminatoire envers les minorités, y compris de la part des professeurs que nous pensions naïvement progressistes, ont achevé les illusions que j'avais envers ce pays.

Je ne voulais plus vivre dans ce pays où depuis notre enfance nous avions l'obligation de prononcer la phrase : "Quel bonheur pour celui qui se dit turc" et parallèlement et quotidiennement on nous faisait sentir que nous étions des citoyens de seconde zone. Je ne voulais pas être obligé de réciter tous les samedis avant de quitter l'école : "Je suis turc, je suis honnête, je suis travailleur". Parce que quelque chose me disait qu'on pouvait être honnête et travailleur sans être turc. Je ne voulais pas me sentir obligé de parler en turc, dans la rue avec ma mère, alors que ma première langue maternelle était l'arménienne. Et surtout, je ne voulais pas que mes enfants naissent dans *cette Turquie là*. Voilà pourquoi j'ai voulu quitter ce pays. Cela n'empêche pas de suivre les évolutions en Turquie au jour le jour puisque l'Asie mineure rentre dans le cadre des recherches de notre Institut. Mais finalement après toutes ces années je me considère comme privilégié, puisque j'ai pu choisir mon exil, au moment où je voulais, pour aller dans le pays que je voulais, sans pour cela passer par les prisons turques ou subir les années de plombes qui ont suivi mon départ durant les années 70-80.

Aujourd'hui je vois malheureusement que des Turcs et des Kurdes, pourtant musulmans, ont été eux aussi obligés de quitter leur pays, sans retour possible. Ceci montre qu'un nationalisme excessif ne s'arrête pas à la limite d'une religion ou d'une ethnie. La répression, née de cette islamo-nationalisme, rejette tous ses citoyens libres penseurs, progressistes et démocrates quelles que soient leurs appartenances identitaires.

Alors est-ce un hasard que tous ces exilés à la recherche de liberté d'expression, d'espace politique, fuyant la négationnisme d'état qui étouffe leurs identités affluent vers l'Europe ? Je ne pense pas. Puisque l'Europe, qui a su passer des temps obscurs de son histoire vers les Lumières, est devenue un havre pour toutes les victimes des répressions.

Il paraît qu'aujourd'hui certains veulent amarrer le bateau turc à ce havre qu'est l'Europe. Pour cela il faut que ce navire change de route, de commandant et d'équipage qui mènent ce beau pays sur les sentiers de la perdition depuis 80 ans en cachant les vérités au peuple turc.

-----